

LES EXCLUS DE L'AVENUE DE ROUMANIE MONTENT AU CRÉNEAU

Plusieurs mouvements de protestation à Constantine

Une année, jour pour jour, après la houleuse opération de recasement des habitants de l'avenue de Roumanie, entrant dans le cadre du programme de résorption de l'habitat précaire, les exclus de la liste des bénéficiaires de logements parmi les anciens résidents de ladite cité reviennent à la charge pour dénoncer «la fuite en avant des responsables locaux».

Femmes, vieillards et enfants ont tenu, dès les premières heures de la matinée d'hier, un rassemblement devant le cabinet du wali pour attirer son attention sur «leur situation de misère» qu'ils vivent depuis la démolition «arbitraire» de leurs habitations et leur exclusion par la force publique. «Tout ce que nous demandons aujourd'hui, c'est un toit pour nous abriter, nous et nos enfants», a clamé une femme, en larmes. Et un autre a lancé, dépité : «Seuls les vrais habitants ont été exclus de cette opération, alors que des gens venus de l'extérieur de la ville ont eu droit à des logements.» Le wali de Constantine, qui a reçu durant plus de deux heures

les représentants des exclus, aurait promis que leurs revendications seront minutieusement étudiées pour trouver une solution à

leur calvaire. On apprend ainsi que le premier responsable de la ville a «ordonné la réouverture du dossier des exclus de l'opération de relogement».

Il convient de noter que plus de 136 dossiers des exclus de l'opération de recasement des résidents de l'avenue de Roumanie sont en cours d'étude par une commission ad hoc au

niveau des services de la daïra du chef-lieu de wilaya.

Par ailleurs, les habitants des bidonvilles de Djaballah 1 et 2, comptant 435 habitations précaires abritant quelque 2 200 âmes, sont revenus à la charge hier en bloquant pendant toute la journée de mardi le boulevard de l'Est, à proximité de la mosquée Abdelaziz, pour protester contre leurs condi-

tions de vie et exiger «leur relogement prioritaire et urgent». Et ceux de la cité Bencherghi les ont suivis, procédant à la fermeture de la double voie d'El-Menia, empêchant de ce fait toute circulation automobile dans les deux sens durant pratiquement toute la matinée.

Les manifestants ont revendiqué «la prise en charge effective des pro-

blèmes des habitants de cette cité populaire», qui connaît une dégradation depuis plusieurs années, sans que personne ne s'en inquiète. Ils ont réclamé aussi la réfection des routes devenues, selon eux, impraticables par endroits et le retour de la sécurité après la multiplication des agressions dans ce quartier.

Farid Benzaid

GHOUL MENACE

L'EVSM risque d'être fermée

Le ministre des Travaux publics, Amar Ghoul, a menacé, hier, le P-dg de l'Entreprise de viabilisation de Sidi-Moussa (EVSM) de suspension et de la fermeture de son entreprise.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Le motif de l'ire ministérielle, un retard de plusieurs mois dans la viabilisation d'un petit tronçon de l'autoroute Est- Ouest au niveau de Oued-El-Alleug, dans la wilaya de Blida. Un projet confié de gré à gré à cette entreprise publique, selon

une précision de M. Ghoul. L'occasion pour le ministre des Travaux publics de sermonner les entreprises publiques qui se complaisent dans «la culture de la médiocrité» et ne se mettent pas à la hauteur des engagements concédés en leur faveur par les pouvoirs publics, en termes d'assainissement financier et mise à niveau (120 milliards de dinars récemment affectés). Mais aussi de les menacer de non-attribution des projets infrastructurels futurs. Amar Ghoul s'exprimait lors d'une visite d'ins-

pection dans la wilaya de Blida, où il a donné le là au lancement de 11 grands projets routiers structurants, dotés d'une enveloppe conséquente et visant à assurer un maillage efficace et coordonné avec l'autoroute Est-Ouest, la deuxième rocade (Zéralda- Boudouaou) et la future troisième rocade (Tipasa—Tizi-Ouzou) et les wilayas limitrophes. Parmi ces projets, la création d'un échangeur à Oued-El-Alleug visant à mieux desservir le CHU Frantz-Fanon, ainsi que la réalisation de l'accès au pôle universitaire d'El-

Affroun à partir de l'autoroute Est-Ouest. Le ministre des Travaux publics a également appelé à accélérer les projets de désenclavement des localités isolées et à achever rapidement le projet de trémie souterraine de Boufarik qui traîne depuis 5 ans.

Par ailleurs, Amar Ghoul a indiqué que les textes relatifs à la création de voies routières spécifiques pour les poids lourds sont prêts et que cette option sera lancée dès 2011.

C. B.

TÉBESSA : IL A TENTÉ DE S'IMMOLER À CHRÉA

Un jeune évacué au service des grands brûlés de Annaba

Un jeune homme, Chebouki Sofiane, âgé de 26 ans, habitant la ville de Chréa, dans la wilaya de Tébessa, a tenté mardi de mettre fin à ses jours en s'aspergeant d'une importante quantité d'essence — cinq litres —, selon des témoins oculaires, avant d'y mettre le feu.

Grièvement atteint, ce jeune a été évacué dans la nuit de mardi à mercredi au service des grands brûlés de l'hôpital Ibn-Sina de Annaba où les médecins traitants ont diagnostiqué des brûlures du troisième degré.

Des personnes présentes au moment du passage à l'acte sont intervenues pour éteindre la torche humaine. Elles ont fait ce qu'elles pouvaient, mais le feu avait déjà fait beaucoup de dégâts sur le corps de la victime, d'où son transfert en urgence à l'hôpital de Annaba. Selon des proches de la victi-

me, son malheureux geste qui a eu lieu en face de la Sûreté de daïra de Chréa, est motivé par un sentiment profond de «hogra et une certaine forme de terrorisme d'institutions de l'Etat», qui n'ont jamais voulu prendre en considération ses multiples plaintes.

C'est le deuxième cas d'immolation qui se produit dans la wilaya de Tébessa, après celui du jeune Bouterfif Mohsen de Boukhadra, qui est décédé une dizaine de jours après son admission au service des grands brûlés de l'hôpital Ibn-Sina de Annaba, où il a

énormément souffert. Celui-ci s'est immolé le 15 janvier écoulé devant la mairie de cette petite ville minière, relativement prospère, suite à une altercation avec le maire à qui il avait demandé un emploi, vu sa situation sociale précaire. Selon des témoins de cette scène, après s'être vu rabrouer par le maire, le jeune Mohsen a menacé de suivre l'exemple du Tunisien Bouazizi.

Pour toute réponse, ajoute la même source, l'«élu du peuple» aurait mis au défi le jeune Bouterfif de le faire. Se sentant bafoué dans sa dignité, Mohsen s'est malheureusement exécuté. Il a laissé une femme enceinte de plusieurs mois et un bébé de deux ans.

A. Bouacha

BORDJ-MÉNAÏEL

Des chômeurs assiègent l'APC et prennent en otage le maire

La tension est montée d'un cran, hier en fin d'après-midi, à Bordj-Ménaïel, dans la wilaya de Boumerdès. Le P/APC, qui, selon des témoins, se serait mal conduit avec des manifestants, est devenu l'objet de la colère des jeunes.

Tout a commencé dans la matinée d'hier. Plusieurs centaines de chômeurs se sont rassemblés devant le siège de la commune.

N'ayant pas reçu de réponse ni de l'Anem ni de la daïra de Bordj-Ménaïel à leurs doléances, les jeunes se sont ensuite dirigés vers le siège de la commune et ont exigé, une fois sur place, de parler au maire, un élu MSP. Ce dernier a demandé aux protestataires de déléguer des représentants pour les recevoir. Selon plusieurs témoignages recueillis auprès des jeunes, le maire aurait tenu des propos déplacés à leur endroit. Ce qui les a grandement irrités. Ils n'ont

d'ailleurs pas manqué de le faire entendre, en lui rendant la pareille, le traitant de tous les noms. Par la suite, les insurgés ont improvisé, au centre-ville, une marche de protestation pacifique.

Des sources citoyennes ont cependant démenti la mauvaise conduite du maire avec les manifestants. A l'issue de leur marche, les demandeurs d'emplois se sont dispersés dans le calme. Mais dans l'après-midi, les protestataires sont revenus à la charge. Ils ont assiégé le bâtiment de l'APC pour fustiger le responsable

de l'exécutif et l'empêcher de sortir de son bureau.

Des jets de pierres contre le siège de la commune ont été signalés. La manifestation s'est poursuivie et un autre groupe de jeunes s'est positionné face à la brigade de gendarmerie. Hier, la tension était à son paroxysme à Bordj-Ménaïel.

Abachi L.

GUELMA

Grogne au complexe Eter Algérie

L'atmosphère au sein du complexe Eter Algérie/Spa de Guelma, ex-Céramique, ne cesse de se détériorer. Les salariés ont manifesté mardi dernier leur mécontentement en observant un débrayage, auquel avait appelé le syndicat de l'entreprise. Selon notre source, un traitement sérieux des dossiers des employés ayant atteint l'âge de la retraite et une plus grande régularité dans les paiements des salaires et des prestations

sociales, sont les revendications défendues par les responsables du syndicat du complexe Eter Algérie. Ces derniers précisent que les travailleurs n'ont toujours pas perçu leurs salaires impayés. «Tout devrait rentrer dans l'ordre dans le courant de la semaine prochaine», a précisé le premier responsable de l'administration, qui déclare que «l'entreprise est confrontée à des difficultés d'ordre financier».

Noureddine Guergour

APRÈS UNE FORTE MOBILISATION

La libération de Mohamed Gharbi serait imminente

Mohamed Gharbi devrait retrouver les siens dans les prochains jours. «Le dossier du moudjahid patriote a été finalisé. Il est actuellement au niveau de l'administration pénitentiaire. Il devrait donc quitter la prison de Khenchela dans les prochains jours», ont indiqué, hier, des membres du collectif «Libérez Mohamed Gharbi» (LMG). Selon eux, la famille Gharbi a versé la totalité de la somme, au titre de compensation, à la partie adverse. Rappelons que la peine capitale prononcée à son encontre par la cour de Guelma a été commuée en une peine de 20 années de prison ferme. Mohamed Gharbi étant incarcéré depuis février 2001, les dix années restantes seront prises en charge dans le cadre d'une procédure de liberté conditionnelle.

T. H.

SIDI-BEL-ABBÈS

Après 7 jours de grève de la faim, les ex-ouvriers du domaine Si Rabah réintégré

Après 7 jours de grève de la faim, les 3 ouvriers de la ferme pilote Si Rabah, situé à quelques kilomètres de Sidi-Bel-Abbès, ont obtenu gain de cause. Ils ont finalement été réintégrés à leur poste de travail. En effet, les 13 ex-ouvriers de cette ferme dont le contrat de travail a été rompu en juillet 2008 ont, après maintes démarches vaines pour obtenir leur réintégration, entamé dans la journée du 2 février dernier une grève de la faim illimitée pour amener les pouvoirs à ordonner leur réintégration. Durant cette semaine de grève, six d'entre eux ont, selon le représentant du syndicat, été pris de malaise, nécessitant des soins répétés au CHU Hassani-Abdelkader. Dans l'après-midi de mardi dernier, le syndicat des travailleurs, le représentant des services agricoles, la police, la gendarmerie, le P/APC, le chef de daïra et le nouveau gérant, installé en début de semaine, se sont réunis pour se concerter sur ce dossier. Ils sont finalement sortis avec un accord commun : la réintégration des 13 ouvriers effective à partir du 10 février. Le représentant du syndicat nous a, cependant, souligné que cette grève a été seulement suspendue. En effet, ces travailleurs ont une autre revendication toujours d'actualité : 30 mois de salaires à recouvrer. Ce problème sera débattu dans les prochains jours.

A. M.